

Ensuite, nous avons adopté, il y a deux ans, la loi sur les ressources en eau du Canada. Il n'existe jusqu'à présent aucune zone de contrôle de la qualité de l'eau au Canada. On n'a pas, non plus, établi de normes et nous voilà en face d'une autre loi qui est restée lettre morte. Les règlements sur l'utilisation des terres du Nord sont venus par la suite, mais on constate, là aussi, que le gouvernement a cédé aux pressions de ses amis intimes, les grosses sociétés, si bien que ces dispositions ont été édulcorées. C'est pourquoi elles ne s'appliquent pas à l'ensemble de l'Arctique, mais touchent une zone sélectionnée du bassin du fleuve Mackenzie sans qu'il y soit question d'une surveillance sur les îles ou sur d'autres régions arctiques. Nous avons ensuite la loi sur les eaux intérieures du Nord qui, adoptée il y a deux ans, a été proclamée il y a seulement quelques semaines. Les règlements concernant cette mesure législative n'ont pas été établis non plus. Aucune de ces lois ne vaut grand-chose sans ces règlements. Enfin, il y a la question de l'exploitation de la baie James au nord du Québec, qui semble aller de l'avant sans que des enquêtes écologiques efficaces, appropriées et concluantes aient été faites. Nous ferons face à plus de dégâts écologiques dans cette région du pays.

Je trouve que tout cela est bien triste. Le ministre de l'Environnement (M. Davis) est actuellement à Stockholm. Il peut faire là-bas les plus beaux discours et y prendre des mesures louables. Mais je dois dire, d'après ce que j'ai lu—et j'en saurai davantage lorsque la conférence sera terminée—qu'il y a peu à redire quant à l'attitude de notre délégation à Stockholm. Si le ministre peut faire cela à Stockholm, il me semble qu'il devrait être rouge de honte à l'idée que notre gouvernement est totalement inactif dans le domaine de l'écologie, malgré les lois qui ont été adoptées. L'écologie est semblable à la maternité. Tout le monde en parle. Nous parlons tous des dangers qui menacent notre environnement. Nous faisons tous de jolis discours sur la qualité de la vie. Il n'y a que le gouvernement de notre pays qui peut réellement faire quelque chose à ce sujet et il n'a que très peu fait—si l'on peut dire qu'il a fait quelque chose—à l'échelle nationale et internationale, vis-à-vis de ces marées noires; nous sommes dans la même impasse, le même cul de sac, que nous le sommes sur le plan d'autres mesures internationales.

Selon le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nous n'avons pas encore reçu de réponse des États-Unis à notre demande visant à saisir la Commission mixte internationale de cette question. L'itinéraire du pipe-line transalaskien, et le passage des pétroliers, qui y est relié, a été apparemment approuvé à Washington et je pense que le gouvernement se contente de faire entendre des supplications. Comme les moutons blessés, le gouvernement est tout le temps en train de bêler et il ne fait rien de valable dans ce domaine. Je veux dire, conscient de la gravité des termes que j'emploie, que la décision du gouvernement de Washington d'approuver l'itinéraire transalaskien et le passage des pétroliers équivaut à un acte hostile, contraire aux intérêts des Canadiens. Dans le monde moderne où nous vivons il n'y a pas que les pistolets, les carabines, les canons et les bombes qui peuvent faire des dégâts. Je pense que les dégâts écologiques sont presque

aussi importants. Ils ne sont pas aussi rapides, ils sont à plus long terme. Pour les décades à venir, l'existence humaine est tout aussi menacée par les dégâts écologiques que par une guerre franche, dans la mesure où cette guerre se déroulera avec des armes conventionnelles et non nucléaires. La menace est exactement la même.

Que le puissant voisin du Canada ne tienne pas compte—c'est l'expression qui convient—des intérêts des Canadiens sur la côte ouest et, à vrai dire, de tous les Canadiens, malgré nos exhortations, et qu'il approuve le parcours du pipe-line transalaskien et la route des pétroliers, cela équivaut presque à une déclaration de guerre. C'est pour ainsi dire l'équivalent d'une attaque, c'est un geste d'inimitié. Que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp), qui agit aujourd'hui comme premier ministre suppléant, cesse de parler timidement, qu'il élève la voix et défende énergiquement le peuple canadien pour qu'enfin, Washington tienne compte des droits et des intérêts canadiens.

• (1210)

Comme je l'ai dit, le seul fait de construire la raffinerie à Cherry Point était une insulte au Canada et un accroc à ses intérêts. En préparant quelques notes ce matin, je n'ai pu m'empêcher de penser à la déclaration qu'avait faite le président des États-Unis en cette Chambre. J'avoue que je ne l'ai pas accueilli avec autant d'enthousiasme que certains autres députés, mais je n'ai pu oublier les paroles suaves et sensées, les sentiments d'amitié, ainsi que l'assurance du respect de notre indépendance que le chef du gouvernement de notre puissant voisin avait alors exprimées. Je tiens à déclarer que les membres de mon parti tiennent à s'assurer l'amitié des États-Unis.

Toutefois, nous disons au président et à ses conseillers à Washington que pour que cette amitié devienne réelle, pratique et significative pour les Canadiens, il faut que le gouvernement des États-Unis se joigne à nous pour faire obstacle au pipe-line transalaskien, et à la ligne de pétroliers dans le Pacifique le long de notre côte ouest. Aucun vague témoignage d'amitié n'apaisera l'hostilité si le président et ses conseillers permettent que l'écologie de la Côte ouest canadienne soit mise en péril. A mon avis, monsieur l'Orateur, c'est là la position que le Canada devrait prendre vis-à-vis des États-Unis.

De toute évidence, il faut tenir compte des vœux et des protestations de tous les Canadiens, et c'est ce à quoi le gouvernement devrait s'employer. C'est pourquoi il ne suffit pas de transmettre, la proposition à la Commission mixte internationale, comme le propose la motion à l'étude; les propositions des députés conservateurs et néo-démocrates auraient été beaucoup plus utiles. C'est pourquoi il est scandaleux que le gouvernement ait refusé au comité de l'environnement, présidé par un député libéral qui est maintenant le chef provincial de ce parti en Colombie-Britannique, de se rendre sur la côte ouest pour y tenir des audiences et que, plus récemment, il ait refusé une motion exigeant le consentement unanime et portant que le comité des affaires extérieures, qui se trouvait alors dans l'Ouest, tienne aussi des audiences pour s'enquérir des dangers qui menacent l'écologie sur la côte ouest.